

N^o 20 14. II. 38.

Légation de Suisse

Paris, le 9 février 1938.

en
FranceI.B.5.38
R.P.N^o5.*Defreyer**En circulation**12.2.38**Zürich am
17. II 38*

Monsieur le Conseiller fédéral,

Les événements d'Allemagne restent impénétrables pour l'opinion publique française, accoutumée à voir traiter les plus graves affaires d'Etat sur la place publique. Un changement radical du personnel de l'Etat ou de l'armée ne serait concevable dans ce pays qu'après des élections générales suivies d'un changement complet d'orientation dans la politique intérieure du pays. Toutefois, sous cette incompréhension perce l'inquiétude, et l'homme de la rue, qui cherche tout naturellement à réduire les problèmes les plus complexes à leur plus simple expression, peut se demander si l'on ne s'est pas éloigné de la paix pour se rapprocher de la guerre.

Dans les sphères officielles et les rares milieux où l'on croit connaître les affaires du Reich, les mutations opérées dans le haut personnel de l'armée et de la diplomatie allemandes sont considérées comme un geste grave et dont on

Monsieur G. Motta,
Conseiller fédéral,
Chef du Département Politique Fédéral,

BERNE.



ne saurait surestimer la portée. Tel est l'avis de la Direction des Affaires politiques et de l'entourage immédiat de M. Yvon Delbos. Le parti national-socialiste l'a emporté sur la Reichswehr et sur les militaires; son triomphe apparaît surtout dans la mise à pied du Général von Fritsch, Commandant en chef de l'armée. Or, le Quai d'Orsay avait toujours considéré les chefs de la Reichswehr et, en particulier, le Général von Fritsch, comme des éléments réalistes et pondérés, ennemis de toute politique d'improvisation et d'aventures sur le terrain international. Il est vrai que, tout en entamant l'autonomie de la Reichswehr, conformément aux vœux des nationaux-socialistes, et en octroyant le bâton de Maréchal au Général Goehring, le Führer, qui tend à faire figure d'arbitre, a cherché, dans une certaine mesure, à atténuer les apparences d'une mainmise de l'esprit partisan sur l'ensemble de l'appareil gouvernemental et, en particulier, sur la direction de l'armée: c'est ainsi qu'il a maintenu à la tête du Ministère de la Guerre un officier de la Reichswehr. Ce souci apparaît également dans la création qui accompagne la promotion de M. von Ribbentrop à la tête du Ministère des Affaires Etrangères, et d'un Conseil privé secret des relations extérieures, dont M. von Neurath assurera la présidence. Mais il ne s'agit là, dit-on au Quai d'Orsay, que d'un trompe l'oeil, d'un dosage simulé des influences, car le rôle dévolu à M. von Neurath et à son comité sera sans influence sur la politique extérieure du Reich. L'activité diplomatique est une création continue; elle

*voir l'autre
1 m de cloche
qui ont écrit
à Berlin et
de crève*

qui fait ?

-3-

ne peut s'accommoder facilement du contrôle effectif d'une institution semi-permanente; en fait, elle dépendra complètement du nouveau Chef du Ministère des Affaires Etrangères.

Survenant après le départ du Dr Schacht, la crise du 4 février signifie donc bien, en dépit des efforts de M. Hitler pour calmer certaines appréhensions et ménager certaines susceptibilités, le triomphe du parti national-socialiste et avec cela, chose plus grave, des éléments les plus favorables à une politique extérieure de partage, dynamique et aventureuse.

Ces mêmes événements ont eu, observe-t-on dans les milieux officiels, des répercussions assez curieuses dans le domaine des relations anglo-italiennes. Rome qui, théoriquement, aurait dû se réjouir de voir écarter de la Direction de l'Armée des généraux qui, contempteurs de l'armée italienne, se sont toujours opposés à l'élargissement de l'intervention allemande en Espagne, et, en même temps, s'affermir dans les Conseils du Gouvernement l'influence nationale-socialiste particulièrement favorable à l'axe Rome-Berlin, s'est associé subitement, le 6 février, au renforcement proposé par la Grande-Bretagne et la France des mesures de contrôle en

Méditerranée prises sur la base de l'Accord de Nyon. Le Quai d'Orsay croit percevoir dans ce geste hâtif la crainte du Gouvernement de Rome de voir Berlin, sous l'influence accrue du parti national-socialiste, reprendre, à l'égard de l'Autriche, une politique active et menaçante, qui ne tendrait à rien moins qu'à reporter les frontières du Reich sur le Brenner; cette menace latente serait encore soulignée par l'envoi à Vienne d'une forte personnalité nazi comme successeur de M. von Papen, dont la réserve a été en maintes occasions appréciée du Gouvernement autrichien.

Dans ces conditions, M. Mussolini a été amené tout naturellement à rechercher une détente dans la Méditerranée. Semblables intentions ont trouvé à Londres un accueil favorable, puisqu'aussi bien le Gouvernement britannique, qui, sans se décourager de l'échec de Lord Halifax, aurait envisagé avec une certaine faveur une reprise de contact avec Berlin, voit avec méfiance M. von Ribbentrop, l'homme des revendications coloniales, le fauteur du Pacte tripartite anti-communiste, s'emparer des leviers de commande de la Wilhelmstrasse. Le Quai d'Orsay affirme que l'initiative de ce rapprochement a été prise par l'Italie; comme il convient entre deux pays dont les tendances se confondent sur le plan de la politique extérieure, il a été informé des premières impressions de Londres et des perspectives que pourraient ouvrir les conversations récemment ébauchées entre Mr Eden et M. Grandi. La condition que la Grande-Bretagne pose comme préalable à tout

rapprochement effectif avec l'Italie réside dans le règlement du problème espagnol. La question de la non-intervention, au sortir d'une longue léthargie, paraît subitement susceptible d'être résolue. La campagne d'Espagne serait en Italie hautement impopulaire. Contrairement aux bruits qui ont circulé dans la presse, il y a longtemps que Rome n'a plus envoyé de renforts au corps expéditionnaire de la Péninsule. L'Italie serait donc disposée à envisager ce retrait des volontaires, qui, il y a quelques jours encore, paraissait chose irréalisable. Il est vrai que cet agrément trouverait une compensation essentielle dans la reconnaissance du droit de belligérance à Franco, et dans le rétablissement du contrôle que comporterait le plan britannique.

Ainsi, la crainte d'un "putsch" en Autriche se doublerait du souci de restreindre ce front démesuré, sur lequel M. Mussolini entretient des armées et qui va de Gibraltar au-delà du Canal de Suez.

Enfin, la colonisation de l'Ethiopie se heurte à des difficultés considérables. Les conquérants ont désorganisé l'économie indigène sans y substituer une organisation nouvelle. Les tentatives faites pour l'introduction de la lire dans les transactions commerciales se heurtent à l'attachement obstiné de l'indigène pour le thaler autrichien. La mise en valeur de l'Empire éthiopien nécessite des capitaux étrangers; le pays reste peu sûr; les agressions et les brigandages à main armée se poursuivent. Ces raisons et d'autres plus importantes

encore (que le correspondant romain du "Temps" a si judicieusement soulignées dans un article du 10 février qui ne vous aura pas échappé) font que l'Italie tient plus que jamais à la reconnaissance de son empire; sans des assurances formelles à ce sujet, elle n'acceptera certainement ni engagement, ni sacrifice, tandis que la Grande-Bretagne et, avec elle, le Gouvernement français, veulent faire dépendre cette reconnaissance du règlement du problème espagnol. Quoi qu'il en soit, bien que Londres ait préparé une formule de compromis pour régler le problème espagnol, l'on ne se dissimule nullement à Paris que les conversations engagées sont d'une nature particulièrement délicate et qu'à souhaiter leur aboutissement rapide, on risquerait fort de les voir échouer.

Enfin, l'on prévoit qu'une fois en bonne voie, les négociations seraient forcément élargies et porteraient sur l'ensemble des problèmes intéressant la Grande-Bretagne et l'Italie, puis la France: Question méditerranéenne, troupes italiennes en Libye, menaçantes par l'Egypte et la Tunisie, propagande anti-anglaise dans le monde musulman et, le cas échéant, mais cela paraît un peu prématuré, prêts de la Cité au Gouvernement italien.

-7-

Il y aurait mauvaise grâce à ne pas reconnaître que le nombre des informations fournies par le Quai d'Orsay sur le développement des événements militaires en Espagne ont été corroborées par les événements. Les milieux officiels n'ont jamais cru à une victoire décisive des républicains; en revanche, ils restent persuadés que le Général Franco ne pourra, sans surmonter encore des difficultés considérables, se rendre maître de la situation. La bataille de Terruel revêtirait, du point de vue moral, une signification particulière; c'est, en effet, la première fois que l'armée gouvernementale réorganisée a pu se mesurer, non sans succès, avec son adversaire. Du point de vue tactique, cet événement comporte également de graves conséquences. La concentration de puissants moyens d'action sur un seul point stratégique a obligé le Général Franco à dégarnir d'autres secteurs du front; bien plus, elle l'a forcé à jeter dans le combat ses réserves mobiles et une partie des troupes groupées dans le Guadalajara, en prévision d'une attaque décisive sur Madrid.

Le retrait des quarante mille volontaires italiens ne doit pas jouer un rôle déterminant, si l'on considère sa faible importance numérique, comparée aux cinq cent mille hommes qui combattent dans l'un et l'autre camp. En revanche, il convient de ne pas sous-estimer les répercussions

-8-

morales de la suppression du Corps expéditionnaire. Cette suppression entraînerait sans doute un ralentissement du ravitaillement par l'Italie des armées du Général Franco, en même temps que s'affaiblirait la puissante garantie morale qu'assure à ce dernier la présence des Chemises noires dans l'armée nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'hommage de mon respect.

Dumont.